



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 858

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à Mme Catherine Vautrin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Catherine Vautrin. Monsieur le Premier ministre, 34 % des Français estiment que la politique que vous menez depuis un an participe à la dégradation de la situation économique de notre pays, et 76 % ne font plus confiance au Président de la République.

Il vous faut maintenant assumer la responsabilité de vos décisions et les tristes records qui en résultent. Le chômage explose avec plus de 1 000 chômeurs supplémentaires par jour et 5 millions de demandeurs d'emplois, un record dramatique. Quant à la compétitivité de notre économie, vous l'avez achevée avec le matraquage fiscal. Le taux de marge des entreprises est au plus bas depuis 1985.

Avec 30 milliards d'euros d'impôts supplémentaires votés depuis l'élection de François Hollande, le taux de prélèvements obligatoires va atteindre 46,5 % du PIB. Là encore, c'est un record.

Les conséquences sont immédiates : le pouvoir d'achat des Français diminue pour la première fois depuis trente ans.

Avec votre addiction aux impôts et taxes en tout genre, vous faites peser sur les Français, sur les ménages et sur les entreprises, le poids d'une fiscalité confiscatoire. Le printemps est certes maussade, mais chaque semaine voit fleurir une nouvelle hausse ou une nouvelle taxe, une nouvelle idée : un jour les vins, le lendemain les smartphones et les tablettes ! Demain, vous ferez les poches des retraités entre la hausse de la CSG et la désindexation des pensions. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Vergnier. C'est honteux de dire ça !

Mme Catherine Vautrin. Quel crédit nos concitoyens peuvent-ils encore accorder à une majorité qui multiplie les annonces anxiogènes, une majorité qui prend acte de la baisse des chiffres de la croissance, qui prend acte de la récession sans en tirer les conséquences, sans prévoir de collectif budgétaire ?

Quel crédit accorder à un Gouvernement dont l'ancien ministre du budget dit à qui veut l'entendre que ses déclarations sur les prévisions du déficit étaient juste un mensonge aux Français ?

La France s'enfonce dans la récession. La France s'isole en Europe. Les Français s'appauvrissent un peu plus chaque jour. Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous enfin réagir ?

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé du budget*. Madame la députée, je voudrais répondre à trois éléments de votre question.

Premièrement, la récession. Vous soutenez que notre politique en serait à l'origine. Pourtant, lorsque l'on considère l'évolution des taux de croissance respectifs des PIB français et allemands, le différentiel est de 0,2 % en notre faveur. Lorsque la récession est bien plus forte en Allemagne, l'Allemagne mène une bonne politique ; lorsqu'elle est plus faible de 0,2 point en France, nous en menons une mauvaise. Allez comprendre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Deuxièmement, l'évolution des dépenses. Vous considérez que nous sommes assez peu prompts à faire des économies ; ce serait la raison pour laquelle nous créerions des impôts. Laissez-moi cependant vous rappeler quelques chiffres ayant trait à un passé récent. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bernard Deflesselles. C'est vous qui êtes aux responsabilités, maintenant !

M. Yves Nicolin. Décidément, vous êtes toujours dans le passé !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Au cours du dernier quinquennat, vous avez augmenté de 170 milliards d'euros les dépenses publiques. Dans le même temps, vous avez fait 15 milliards d'économies, dont 11 avec la révision générale des politiques publiques, et vous avez restitué à peu près 1,9 milliard d'euros en mesures catégorielles. Faisons le calcul : tandis que vous augmentiez les dépenses publiques de 170 milliards d'euros par an, vous faisiez 2 milliards d'euros d'économies par an. Nous en faisons 10, et cela ne vous suffit pas. Allez comprendre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Troisièmement, permettez-moi de vous rappeler quelques petites choses sur les impôts. Vous aviez pris à ce propos des engagements devant la Commission européenne. En 2015, si vous étiez restés au pouvoir, le taux de prélèvements obligatoires aurait été de 46 % du PIB. Il atteindra finalement, compte tenu des engagements que nous avons pris, de 46,2 %. Autrement dit, 46,2 %, c'est du matraquage fiscal ; 46 % c'est l'Eden fiscal... Allez comprendre !

La réalité, madame Vautrin, c'est que, question après question, vous essayez, devant la représentation nationale et devant les Français, de vous livrer une opération d'enfumage. Nous redressons la France ; vous l'avez affaiblie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Vautrin](#)

Circonscription : Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 858

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 mai 2013](#)